BnF Gallica

Trois fantoches : F. F., "l'Auguste personne" : il aime l'armée, il aime le clergé, il aime l'argent, la famille, [...]

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

{BnF Gallica

Gohier, Urbain (1862-1951). Auteur du texte. Trois fantoches : F. F., "l'Auguste personne" : il aime l'armée, il aime le clergé, il aime l'argent, la famille, splendeurs, la valetaille, Hanotaux, Méline / par Urbain Gohier. 1897.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :
- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter
utilisation.commerciale@bnf.fr.

L57b
11417
(9)

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Idées. 9. 16

TROIS FANTOCHES

F. F.

« L'Auguste Personne »

IL AIME L'ARMÉE. IL AIME LE CLERGÉ. IL AIME L'ARGENT.
LA FAMILLE. SPLENDEURS. LA VALETAILLE.

HANOTAUX — MÉLINE

PAR

URBAIN GOHIER

PRIX : 1 Fr.

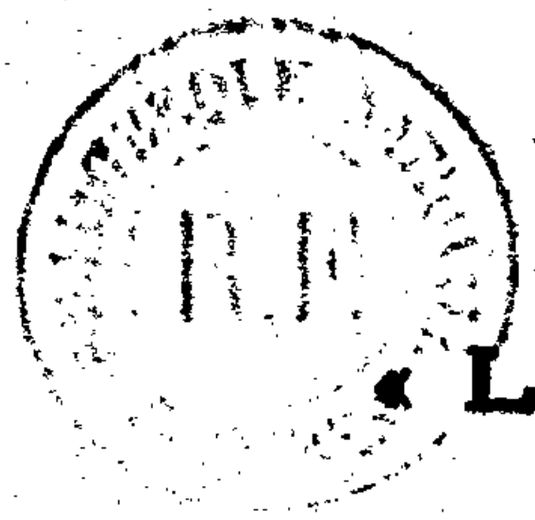
PARIS
CHEZ L'AUTEUR
LIBRAIRIE CHANUEL, rue de Savoie, 15
1897

L⁵⁷b

TROIS FANTOCHES

Lb 57
11417 (o)

TROIS FANTOCHES



F. F.

« L'Auguste Personne »

IL AIME L'ARMÉE. IL AIME LE CLERGÉ. IL AIME L'ARGENT.
LA FAMILLE. SPLENDEURS. LA VALETAILLE.

HANOTAUX — MÉLINE

PAR

URBAIN GOHIER

PRIX : 1 Fr.

DÉPOT LÉGAL
Seine
Nº 4508
1897

PARIS
CHEZ L'AUTEUR
LIBRAIRIE CHAMUEL, rue de Savoie, 5
1897

TROIS FANTOCHES

F. F.

« L'AUGUSTE PERSONNE »

De Saint-Cloud, 16 juin 1810, Napoléon Ier, empereur, écrit :

Au général Savary, duc de Rovigo, ministre de la police générale, à Paris.

Recommandez à nos journaux de ne pas prononcer le mot « Pologne », et, en général, de parler le moins possible des affaires de ce pays-là.

Au mois d'octobre 1896, en l'honneur de Nicolas II arrivant à Paris, la police a mis sous les verrous tous les Polonais ou Français d'origine polonaise qu'elle a pu découvrir. Elle interdit le cri de *Vive la Pologne!* qui fit naguère la fortune de Floquet. Elle accuse un Polonais mystérieux de tous les « attentats » organisés pour le service de l'Elysée.

La Pologne est proscrite même en peinture. Chez un marchand de curiosités, 50 rue Gay-

Lussac, il y avait en montre un tableau signé d'un nom polonais. On y voyait une scène de la dernière insurrection de Pologne : le pillage d'un château par les soldats russes. Les nobles polonais, ligottés, sanglants, râlaient sous les crosses de fusils ; leur mère, leurs femmes, leur sœur, se traînaient aux pieds d'un gros officier vautré sur un canapé, faisant le compte des pièces d'or et des bijoux dérobés; des Cosaques éventraient les meubles et jetaient sur le sol un petit enfant pour fouiller son berceau. L'un brisait à coups de sabre un buste de Napoléon ; un autre crevait de sa baïonnette la gravure légendaire de Poniatowski dans l'Elster...

On s'arrêtait sur le trottoir devant cette image dramatique. Depuis le voyage de F. F. à Pétersbourg, la boutique est fermée; non seulement le tableau, mais le marchand a disparu! Les voisins supposent qu'il a été enlevé de nuit par la Troisième Section.

De Compiègne, 11 septembre 1811, Napoléon Ier, empereur, écrit :

Au général Savary, duc de Rovigo, ministre de la police générale, à Paris.

Un individu, à Tours, voulant exciter le peuple sous le prétexte du pain, s'est écrié qu'il fallait encore une révolution. Donnez sur-le-champ ordre qu'il soit arrêté.

Le 30 août 1897, comme F. F. débarquait à la gare du Nord, un citoyen dit dans la foule : « Tout ça c'est très beau; mais ça ne fait pas baisser le prix du pain. » Sur-le-champ, trois mouchards l'empoignent, l'accablent de coups, le traînent au poste, et tâchent d'ameuter contre lui les badauds féroces en le traitant d'*anarchiste*. C'était pourtant un bourgeois cossu, agent d'une grande compagnie. S'il eût été moins bien vêtu, la police l'assommait sur place; riche, il en est quitte avec vingt-quatre heures de prison.

Donc, le règne actuel continue celui du Corse; après tant d'histrions, F. F. s'exerce aux poses de Napoléon. C'est cocasse.

De la Constitution, l'Exécutif ne tient que le droit de parader et d'être, comme disait le même Bonaparte, « un cochon à l'engrais ». Voilà qu'il essaye autre chose, et prétend au pouvoir personnel.

Il fait lui-même *sa* politique étrangère. Au mois de janvier 1897, il s'enferma tête-à-tête plusieurs heures avec Mouravief, intime ami d'Herbert de Bismark et ministre du tsar, tandis que Hanotaux humilié restait sur le paillasson.

Il fait lui-même *sa* politique intérieure.

Depuis le retour de Russie, le journal du président du Conseil note « la collaboration étroite » de l'Elysée avec le ministère; les décisions importantes ne sont prises que sur l'ordre ou par la permission de F. F. Et le banquet du 14 octobre marque le dessein d'intervenir personnellement jusque dans la cuisine électorale.

Ce n'est pas, apparemment, pour célébrer les prospérités d'un commerce agonisant et d'une industrie découragée que, sur l'initiative d'un marchand flétri par ses pairs, F. F. a figuré dans ces agapes. Il entendait servir d'enseigne et prêter l'Alliance russe comme réclame au grand Syndicat des gens d'affaires. La même Compagnie qui commandite le ministère de Famine a résolu de mettre aussi l'Elysée en actions, et l'Elysée s'offre aussitôt.

L'Exécutif s'était déjà mêlé d'élections, il avait prêté à des candidatures officielles un concours macabre. En 1896, pour prouver aux populations du Tarn-et-Garonne le crédit d'un avocat d'assises, il avait signé la grâce d'un atroce bandit, incendiaire, assassin de deux vieillards et d'une petite fille. Aux bureaux de tabac, fonds secrets, croix, emplois publics, lignes de chemins de fer, subventions et primes qui constituaient la monnaie de corruption, F. F. avait imaginé d'ajouter les têtes de criminels.

On guillotine, on ne guillotine pas, suivant les besoins d'un tripotage.

Et rien n'est plus naturel que de jouer la vie d'un scélérat pour gagner un mameluck, lorsqu'on a sacrifié sept mille bons Français pour conclure de fructueux marchés.

Toutefois, dans l'arène où descend l'Exécutif il pourra recevoir des coups.

On a tâché d'intimider les audacieux qui pourraient porter une main sacrilège sur l'Auguste personne. On les a menacés de la police, comme de simples Polonais ; ou des juges, toujours prêts aux œuvres serviles, aussi prompts à traquer les honnêtes gens qu'à protéger les aigrefins ; M. Berge, par surcroît, les menace de sa flamberge.

Les informateurs parlementaires ont averti le peuple que « le gendre du Président interviendrait les armes à la main, contre tous ceux qui attaqueraient son beau-père. » Puis l'Elysée a fait insérer dans sa gazette cet avis complémentaire :

M. Gaston Berge est le gendre du Président de la République, *et* il est de première force au pistolet et à l'épée.

C'est très moyen âge et très florentin ; on a

déjà vu quelque chose du même goût dans *Lucrèce Borgia*.

Dès qu'un budgétivore émarge, il se croit inviolable. Il n'y a pourtant pas de patron qui renonce, en payant ses employés, au droit de critiquer leur travail, de scruter leur conduite et d'apprécier leur moralité.

Le Président de la République, c'est-à-dire celui de nos salariés qui nous coûte le plus cher et qui nous est le plus inutile, relève comme les autres du public, son patron. Touchant vingt fois plus qu'un ministre, il s'expose vingt fois plus au jugement des citoyens qui l'entretiennent. Les fonds secrets soudoient tant de mouchards pour l'applaudir que le reste de la nation peut bien s'offrir gratuitement le plaisir de le siffler.

Il n'y a pas de raison pour que le tanneur du Havre obtienne dans la démocratie française plus d'égards que n'en accorda, dans la démocratie athénienne, Aristophane au corroyeur de Paphlagonie.

Le Beau-Père.

Le hasard, toujours si rosse, a voulu que le procès de l'enfant martyr révélât dans Paris une rue du Dessous-des-Berges et qu'il y eût

dans le port du Havre, devant la villa présidenticlle, un bassin Belluot.

L'Elysée poursuit d'actives négociations avec les municipalités havraise et parisienne, pour changer ces dénominations malheureuses. En attendant, il interdit aux Français de les prononcer, sous peine d'avoir la langue percée d'un fer rouge, ainsi qu'autrefois les blasphémateurs.

Aux fêtes d'Orange, en juillet 1897, un passant arrêté par la Vachalcade présidenticlle ayant murmuré : « *Le pauvre Belluot serait bien content s'il pouvait se voir un si beau gendre !* » fut immédiatement saisi par deux alguazils, conduit au commissaire, et tenu vingt-quatre heures dans un ignoble cachot.

Le nom du filou Belluot, forçat contumax, a pourtant servi de prétexte à de généreux débats sur la responsabilité personnelle des fautes et de l'infamie. Et les moralistes du ministère de l'intérieur ont fortement établi que, dans la race d'Adam, le crime des pères ne doit point retomber sur les fils.

Par malheur, en raisonnant sur les pères, ils ont oublié les beaux-pères. Or, il est évident qu'on ne choisit pas son père, et qu'on choisit son beau-père comme on choisit son gendre. Si le fils d'Hanotaux ou de Tropmann, de Papavoine

ou de Méline est personnellement irréprochable, tout honnête homme a le devoir de le traiter honnêtement et d'éviter même avec une délicatesse attentive les allusions au sinistre ascendant. Mais l'individu qui cherche aux annonces de son journal les unions « avec tache », qui met en balance la tare et le prix, qui discute et qui marchande, en prenant l'argent prend aussi la honte : il la garde ; elle lui devient personnelle, par le fait de sa volonté consciente.

Il faudrait d'ailleurs au public un peu de suite dans ses opinions. Les moralistes à gages de l'Elysée plaident en même temps que Belluot ne doit pas nuire à son gendre et que Sadi Carnot doit éternellement servir à sa progéniture. Les panamistes reconnaissants élèvent de tous côtés des monuments à « la Minerve barbue qui savait tout et qui ne disait rien », au bon copain qui faisait le guet tandis que la bande cambriolait la caisse ; la Veuve nationale et les Orphelins nationaux continuent d'encombrer la scène.

Soyons logiques. Si l'on veut effacer le beau-père de l'un, qu'on nous fasse grâce du père des autres. Ou si la dynastie Carnot nous obsède à cause de Sadi, qu'on mette F. F. au bagne à cause de Belluot.

F. F. et l'Armée.

Un des traits par où l'Exécutif se rapproche de Napoléon Ier, empereur, c'est son amour pour l'armée.

Il en rêve. Le malheur de sa vie est de n'avoir pas osé encore s'affubler des vestes bleues, des culottes rouges, des huppes, des aigrettes et des galons dorés qui donnent le prestige. Les perroquets débarqués sur les quais du Havre lui ont laissé dans l'œil le regret de leur parure. Il souffre. Il veut du moins s'entourer le plus possible des uniformes qu'il ne peut revêtir.

Il en recrute sans peine. Les champs de bataille sont rares et les colonies malsaines. L'avancement est plus rapide et plus sûr dans les antichambres que dans les camps. Autour de l'Exécutif, on a chance de recevoir dans le derrière quelque chose qui métamorphose un chef d'escadrons en général d'armée : car depuis l'intègre Carnot, ce qu'on ne voyait qu'au duché de Gerolstein se voit couramment dans la République française.

En octobre 1896, il y avait toujours en vue des guêtres présidentielles un général, des colonels, des commandants, des capitaines, des

lieutenants, des artilleurs, des cavaliers, des fantassins, des marins: *dix-huit* de nos plus braves guerriers.

Depuis, la passion militaire du nouveau Napoléon n'a fait que croître. En Bretagne, des colonels galopaient aux portières de sa berline. En Saintonge, il se dérobait à l'enthousiasme de ses sujets civils, déclarant qu'il voulait être « tout à l'armée, rien qu'à l'armée ». Il passait des revues en petit habit de chasse, familièrement. A Cherbourg, une brigade de cavalerie fut mobilisée pour l'escorter de la gare à l'arsenal. Il ne marche point sans être précédé, flanqué, suivi d'une avalanche de cuirassiers. Partout, le tambour bat, le clairon sonne, le canon tonne. A Rambouillet, il s'est mis en tête de coucher avec le drapeau de la garnison.

Soldat dans l'âme, il ne badine pas avec la tenue et le service. Son œil de lynx découvre les incorrections, foudroie les négligents : l'œil de Bonaparte... avec un morceau de verre dessus.

Au Havre, un piquet commandé par un officier rend les honneurs à la villa présidentielle même en l'absence du Maître. Et ça le rassure contre les cambrioleurs. A Lorient, comme il sortait de l'arsenal et que les clairons se crevaient les poumons pour le contenter, il interpelle sévèrement son escorte: « Eh bien? et les

tambours ?... où sont les tambours? on ne rend donc pas les honneurs, ici ! » Le préfet maritime et les généraux en pleuraient.

Sous un soleil de feu, pendant six semaines, une compagnie de cent vingt chasseurs alpins a manié la pelle et la pioche pour établir au cœur des Alpes dauphinoises une route au canasson de l'Exécutif. Où les chefs les plus galonnés ne vont qu'à pied, F. F. entendait cavalcader : car il était hanté par l'image de Bonaparte, franchissant le Saint-Bernard au galop d'un cheval blanc. On a donc pris cent vingt soldats d'élite pour en faire des terrassiers.

Ils n'ont pas murmuré. La discipline est la force principale des armées. Sous F. F. , on ne la viole pas impunément. Il gracie les incendiaires et les assassins, comme l'égorgeur de Lafrançaise ; mais, à l'exemple de son prédécesseur Casimir, il fait impitoyablement fusiller le simple soldat coupable d'une gaminerie envers son caporal. Douze Français, par ses ordres, criblent de balles un autre Français : ça les exerce en vue des opérations à la mode de Fourmies. On ne peut pas savoir quelles saignées seront nécessaires demain. Ni les Canroberts ni les Galliffets ne manqueront, assurément ; mais il faudra des soldats à ces chefs : on en dresse.

En compensation de ses rigueurs, F.F. a pour l'armée des attentions de père. Il l'admet à son service très intime. Non seulement il occupe dans ses salons, dans ses offices, dans ses écuries et ses chenils des militaires de haute volée, mais il ne dédaigne pas la bonne volonté de la troupe.

Il a trouvé pour la flotte un honorable emploi, qui n'exige du personnel et du matériel que des qualités modestes. Il fait transporter ses bagages, d'un port à l'autre, par des bâtiments de guerre. L'*Epervier* s'est tracé de la sorte une belle page dans les annales de la marine française, à côté de la *Belle-Poule* et du *Vengeur*.

Les chasseurs alpins à qui fut imposée la rude corvée d'ouvrir devant F. F. les voies de la montagne ont eu leur part de faveurs. Vers le col de la Vanoise, à 2.200 mètres d'altitude, ils ont hissé sur leurs épaules la chaise percée du Président. Cet homme délicat redoutait de s'enrhumer au grand air, ou de montrer aux nues la plus auguste partie de son auguste individu. Sa chaise percée dut le suivre.

Les bonzes du Thibet, jadis, recueillaient les excréments du Grand Lama, qu'ils vendaient par parcelles au peuple pour porter bonheur. Sans doute que les prélats ralliés qui ont divi-

nisé Carnot vont faire commerce aussi des... reliques de F. F. et les détailler à Fourvières.

Enchanté du dévouement des intrépides chasseurs, l'Exécutif a daigné promettre qu'il appellerait l'an prochain leur bataillon à la revue de Longchamps. Il lui confiera probablement le drapeau de l'arme.

Un Napoléon brutal et cynique, un Louis XV avili n'aurait jamais eu le front de ravaler à ce point l'armée nationale. Il n'y a qu'un mercanti d'arrière-boutique, aveuglé de goujaterie et de basse vanité, qui soit assez impudent pour employer les vaisseaux de l'Etat au transport de ses rasoirs et de ses chaussettes, pour employer les soldats de la France au transport de ses déjections. Et voilà pour quelles tâches patriotiques on prend aux citoyens trois années de leur jeunesse, la fleur de leur existence !

On ne trouverait peut-être pas dans la marine britannique un commandant de vaisseau de guerre qui voulût promener à son bord le bidet de Victoria. On ne trouverait peut-être pas dans l'armée prussienne un officier qui voulût prendre sous son bras le linge sale de Guillaume II. Mais ni Victoria ni Guillaume n'outrageraient ignoblement leurs soldats.

La position des nôtres est fâcheuse. Quand ils iront à l'étranger, s'ils examinent une arme,

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F.

un sabre, un fusil, on peut craindre que leurs hôtes ne parodient le mot du pavcur de Forain au larbin qui soupèse son outil : « Oui, mon vieux, c'est plus lourd qu'un pot de chambre! »

F. F. et le Clergé.

La religion est le plus solide étai de la Société. Il faut de la religion pour le peuple, si l'on veut qu'il soit respectueux et soumis. Avec l'armée, F. F. a résolu de gagner le clergé.

Il est revenu de Russie plein d'idées pieuses, et fortement touché de la grâce. En recevant de la députation de Novgorod une image de la sainte Vierge de Znaménia, il a prononcé ces mots : « Un tel signe de l'union religieuse des Russes avec Moi m'est particulièrement précieux; ce symbole de prière aura toujours la place d'honneur auprès de Moi; et dans les moments d'émotion de mon âme, c'est vers lui que je tournerai mes regards pour y trouver force et soutien. »

Sur les couronnes qu'il a déposées au tombeau d'Alexandre III, il avait fait enrouler un ruban avec cette inscription : *Manet ultima cælo* : « la dernière l'attend au ciel! »

C'est que les bénédictions dont les évêques

simoniaques l'ont assailli commencent d'opérer.

Il n'a pu voir en vain les nouveaux cardinaux, les princes de l'Église, agenouillés devant lui pour recevoir de sa main la barrette. Et des soirées du nonce Clari, où se pressent les dames de la noblesse républicaine décolletées jusqu'à la ceinture, la Présidente et sa demoiselle rapportent à l'Elysée des aspirations bien catholiques.

Après l'un des attentats annuels de la Cascade où le fou François avait brandi un revolver sans cartouches, le cardinal archevêque de Reims Langénieux fit chanter dans sa cathédrale un *Te Deum* d'actions de grâces.

En Vendée l'évêque de Luçon, en Dauphiné le vicaire général de Valence ont béni le Président voyageur trois fois plus que, dans le même temps, le pape Léon XIII ne bénissait Diana Vaughan, Léo Taxil et Denys Cochin. Le curé de Bourg-Saint-Andéol s'est proclamé « le respectueux sujet » de F. F. Après quoi l'archevêque d'Avignon, Mgr Sueur, ayant épuisé le formulaire byzantin des platitudes n'a plus trouvé qu'à protester de son dévouement pour « l'Auguste personne ».

Du coup, estomaqué, le Tanneur offrit à l'archevêque une chaude accolade, avec la croix des braves, entre l'acteur Silvain et le maire Chion-Ducollet. Ce fut une bonne réédition de

la scène où M. Jourdain se laisse plumer par les garçons tailleurs :

F. F.

Auguste personne! Oh! oh! oh! Attendez, ne vous en allez pas... A moi, *Auguste personne!* Ma foi, s'il va jusqu'à la Majesté, je le ferai commandeur... Tenez : voilà pour mon *Auguste personne.*

SUEUR.

Monseigneur, nous la remercions très humblement de ses libéralités.

F. F.

Il a bien fait... J'allais le nommer Grand Aumônier.

A côté de cette bouffonnerie, la représentation qui suivit au Théâtre d'Orango parut fade.

F. F. ET L'ARGENT.

Sous le politique profond, sous le soldat, il y a l'homme d'affaires. A vrai dire, l'homme d'affaires absorbe tout. Dans le livre *Contre l'Argent*, on écrivait :

Comme ils avaient symbolisé par l'élection de Casimir-Perier le règne de la haute finance, ils ont symbolisé par l'élection de Félix Faure le triomphe des affaires. D'abord, l'Argent accumulé; ensuite, l'Argent qui s'accumule. D'abord, le milliardaire le plus insolent; ensuite, l'homme d'affaires le plus roué.

Jules Ferry, qui avait le mot pour rire, le disait bien au mois d'octobre 1870 : « Nous

entrons dans une période de grandeur austère, succédant à une période de corruption et d'assorvissement. »

Nous y sommes en plein, dans la grandeur austère.

Ce n'est pas que l'Exécutif dédaigne les petits bénéfices. Il sait comme on fait les bonnes maisons. Il vend à son compte le gibier des forêts nationales, au point de déterminer la baisse des perdreaux et des faisans sur le marché parisien. Il garde pour son ménage les cadeaux offerts à la Franco. Il rémunère ses serviteurs avec des concessions de monopoles.

Il a tellement le petit commerce dans le sang qu'en recevant à l'Elysée des roitelets étrangers il ne se souvient plus qu'il représente la Franco; il fait l'article à Chulalongkorn en anglais; il se croit dans sa boutique : *english spoken*... Mais on ne sait quelle langue il parle dans les maisons hospitalières qu'il exploite rue Geoffroy-Marie, d'après l'exemple de Duhamel et les souvenirs de la Présidence Grévy. A la porte des Folies-Bergère, les recettes y sont fructueuses; on loge à l'heure et à la course; et le bail dûment enregistré stipule à chaque renouvellement, au profit du Président de la République française, « un *pot de vin* de 3.000 fr. »

Toutefois, aux petits bénéfices il préfère les

gros. Son nom ne figure pas pour rien, sur des actes de l'état-civil, à côté du nom de Cesti, installé depuis à Mazas, ou dans l'affaire de l'opium, entre ceux d'Edwards et de Saint-Mathurin. Et la qualité du Barnum qui organisa l'exhibition présidentielle du 14 octobre, après une toute fraîche flétrissure, indique à quelle catégorie de négociants celui de l'Élysée se rattachait.

Lorsque les radicaux arrivèrent au pouvoir et qu'ils ouvrirent les dossiers de Madagascar au ministère de la marine, ils eurent la velléité d'un scandale. Mais un calcul d'intérêt personnel les retint. Ils auraient accablé un ministre redevenu simple député; ils ménagèrent un ministre promu chef de l'État. Ils auraient égorgé le concurrent capable de leur disputer les portefeuilles; ils épargnèrent le supérieur en situation de les leur octroyer.

Les événements d'Orient, la complicité muette du gouvernement français dans l'extermination des protégés de la France, les distributions de croix et de diamants par l'Egorgeur aux femmes de l'Élysée, tandis que trois cent mille chrétiens expiraient sous le couteau, tout commence à s'éclairer, quand on découvre dans le Président de la République le Président d'une *Société des Comptoirs du Levant*, et qu'on relit les protesta-

tions de gratitude et d'attachement qu'il adressait au nom de ses actionnaires à l'ambassadeur de Turquie.

Il faut se rappeler que le Sultan Rouge tient par des arrangements financiers, des concessions de travaux, des contrats d'entreprises diverses, la plupart des gouvernants d'Europe et tous les propriétaires de puissants journaux. On comprend mieux alors comment Hanotaux-Pacha put si tranquillement, au plus fort de la boucherie, chanter l'apologie et gérer les affaires de son *Saigneur*.

Quant aux marchés conclus par le futur Exécutif, alors ministre de la marine, pour la lugubre expédition de Madagascar, on n'en a publié qu'un. C'est suffisant. L'ayant connu, le peuple sait à quoi sert le pouvoir aux hommes qui l'exercent.

Le ministre de la marine F. F. était le fort actionnaire et l'administrateur, au Havre, d'une Compagnie de navigation. En conséquence, il conclut avec ses propres associés un contrat de transports de charbons pour lequel tous les armateurs de France et d'Angleterre acceptaient 42 fr. 50 la tonne, et pour lequel il stipula 90 fr. la tonne. Sur un seul marché de 3.150,000 fr., l'État payait 1.762.500 fr. de trop. Le ministre F.F. mettait dans la poche de l'armateur F. F.

1.762.500 fr. de l'argent public. Cette année là, sa Compagnie doubla le taux du dividende servi aux actionnaires, dont il était le principal.

Les citoyens, les pauvres mères à qui l'on arrache leurs fils, pour les envoyer crever de fièvre et de misère à trois mille lieues du foyer, se résignent au deuil éternel. On leur dit que « c'est pour la Patrie! » Baissant la tête, ils retournent à la charrue, à l'atelier; ils traînent leur vieillesse solitaire et pitoyable sans un cri de révolte. Ils ne voient pas que le nom sacré de Patrie sert à d'horribles trafics, et que les cadavres de leurs enfants sont pour les Présidents de République le fumier d'une moisson d'écus.

Splendeurs.

Grévy le Grigou cachait notre argent dans des maisons de rapport. F. F. le Magnifique le fait rouler.

Son chapeau sur l'oreille et ses guêtres de biffin ne l'annonçaient pas pour un sédentaire. Il est en effet l'Exécutif errant, le Président vadrouille.

Il marche, et dépense. Il nous coûte 6,028 fr. pour aller trois jours à Nanterre, et 500.000 fr. pour aller quatre jours à Pétersbourg. Il pose

des plaques commémoratives de son passage de Grenoble à Dunkerque, accolant pour la postérité son souvenir à colui de Pierre le Grand.

Il est beau. Les journaux français, après avoir finement railló Guillaume II et sa douzaine d'uniformes, s'extasient avec émotion, devant les *vingt-neuf* costumes de F. F. en tournée. On étale sa garde-robe et sa lingerie, on fourre le nez du public dans le fond de ses malles ; on énumère, on décrit ses habits noirs, ses gilets noirs, ses gilets blancs, sa *redingote grise*, ses vestons, ses complets gris, noirs, gris-bleu. L'impayable Chincholle, consolé des bottes de Boulanger, bave de joie autour « des molletières d'un blanc éclatant, du pantalon de velours crème au café, du chapeau Cronstadt blanc-gris, du gilet noir sur chemise de flanelle rouge à col blanc, de la cravate fantaisie dont une modiste seule pourrait décrire les ramages sur fond bleu » ; ce qui fait au total un très plaisant Arlequin.

Les écrivains qu'attend l'Académie vont implorer du valet de chambre présidentiel la permission de compter, de toucher avant l'emballage ses « trente chemises, dix-huit mouchoirs, vingt-deux paires de chaussettes (il sue beaucoup), vingt cravates blanches, douze cravates

de couleur, huit paires de chaussures, dont deux de souliers découverts. » Quand ils ont tout flairé, leur admiration s'épanche dans les feuilles... Et le peuple français se conjouit.

Pour éterniser l'image de ces splendeurs, F. F. mène à sa suite un peintre officiel, peintre de la Chambre et de l'antichambre, avec dix photographes. L'ordre est de n'enregistrer que les attitudes nobles et les beaux gestes; les clichés passent à la censure.

Dans les édifices nationaux de la pauvre France, il n'y a plus rien d'assez royal, d'assez impérial pour son nouveau maître. Nos palais manquent de baignoires, et surtout de douches. L'installation de la salle de bain pour tanneur est un continuel embarras ; salle de bain roulante de 30.000 fr. dans le train présidentiel, salle de bain flottante sur le *Pothuau*, salles de bain dans les préfectures où les préfets n'en usent point, salles de bain partout.

Jamais chef d'Etat ne s'est tant ni si publiquement lavé ; soit que les peaux de son premier établissement aient contaminé la sienne, ou qu'il croie toujours voir sur ses mains le sang des sept mille morts de Madagascar.

Une fois baigné, s'il est à l'Elysée, c'est sur un trône qu'il se juche : « fauteuil d'un modèle spécial, amaranthe, entièrement doré. » Ce

siège réclamo alentour une Cour éclatante : le *Temps*, héraut de cos magnificencos, a fait connaître au mondo que l'habit noir démocratique était à peine toléré par l'étiquette, et que le Président voulait voir « autant que possible » des uniformos chamarrés. Les galons, les dorures, les panaches, la ferblanterie ont aussitôt recouvert les vêtements de la troupe domestique.

Quand la Vachalcade ainsi parée se montre dans les rues, la vie de la capitale est suspendue ; la circulation s'arrête ; les boulevards sont barrés. Les cuirassiers, revolver au poing, galopent autour des guimbardes officielles ; une nuée de mouchards envahit les trottoirs, épiant les visages, recueillant les paroles, poussant des acclamations. Le piqueur Montjarret, cédé à Casimir par le juif Ephrussi, et par Casimir à son successeur, éblouit la foule de tant de cliquant qu'il en a rendu fou l'ambassadeur du Maroc. Le canon grondo ; la trompette déchire les airs. On arrête le service des voies ferrées ; les trains n'arrivent plus, ne partent plus. Sur les lignes où doit rouler l'Exécutif, depuis les chefs de gare jusqu'aux graisseurs d'essieux, tout le personnel doit être en grande tenue, ganté de blanc, aligné sur les quais, une main sur la couture

du pantalon, l'autre à la visière de la casquette. Les voyageurs, enfermés à clé dans les salles d'attente, contemplent avec effroi la gendarmerie qui s'agite et les troupes qui se massent. Les administrateurs des Compagnies précèdent le train présidentiel dans un train « éclaireur », pour éprouver la solidité des ponts, la liberté des rails.

Une demi-douzaine de scribes du Protocole, plongés dans les estampes du Sacre de Louis XIV et de Charles X, dans le cérémonial des cours de Philippe II et de Soulouque, travaillent à ressusciter des formules, à reconstituer des révérences dignes du gendre Belluot. Et ce bateleur suffoqua d'étonnement lorsqu'il vit à Pétersbourg un autocrate véritable, maître absolu de cent millions d'hommes, parcourir sa capitale en petite voiture aux couleurs sombres, sans verroteries, sans laquais, sans escortes.

Il eut, à ce moment, une seconde, la sensation de son immense ridicule, ou du moins du ridicule qu'il encourrait si ses pitreries n'étaient justifiées par la servilité du peuple français.

POLICE

Pas de voyages sans aventures, et sans mésaventures. En Vendée, comme il était, malgré la

douche, très allumé par l'exhibition de pêcheuses court-vêtues aux Sables d'Olonne, et qu'il les faisait se trémousser devant lui à la manière de César Borgia, les autorités du lieu lui présentèrent un vieillard du village de La Chaume, ancien combattant de Navarin.

Cette apparition le calma. Derrière le vieux matelot surgit le spectre de l'autre France, de la France généreuse et libératrice, à l'heure même où la France d'aujourd'hui se louait à la finance internationale pour écraser les faibles, pour tenir les peuples martyrs sous le joug des bourreaux. L'élu des spéculateurs sentit sur sa joue un soufflet.

Depuis la fâcheuse rencontre, il est inabordable. Nul inconnu ne peut l'approcher. Sauf les punaises pourtant : car dans la nuit du 4 août 1897, la préfecture de Grenoble retentit des imprécations de l'Auguste personne que la bénédiction de Sueur n'avait point garantie contre les parasites. Mais contre les hommes, il est bien gardé.

Depuis décembre 1851, on peut dire que la police n'avait pas connu d'aussi beaux jours. Elle joue le premier rôle dans l'Etat. Dès que l'Exécutif s'ébranle, l'armée des mouchards entre en campagne. Vingt hommes, sous les ordres d'un inspecteur, d'un brigadier, d'un sous-brigadier

ne doivent pas quitter des yeux le personnage. De hauts policiers, tous décorés du signe de l'Honneur moderne, organisent sur son passage l'enthousiasme et la sécurité. Des bandes d'alguazils, travestis, disséminés dans les cafés, dans les hôtels, sur la voie publique, observent les propos et les gestes.

On ne parle point à ce Grand Mogol. Il défend à ses amis de lui adresser un mot, s'il ne le leur a permis d'abord. En Bretagne, il a fermé brutalement la bouche aux seigneurs catholiques et ralliés comme aux socialistes, au comte de Mun à Brest comme à l'ouvrier Tréveaux de Lorient. Le 14 juillet 1897, un vieux soldat affamé s'étant avancé vers le carrosse officiel, aux Champs-Élysées, pour y jeter une supplique, fut enlevé, battu, meurtri, enfermé dans cette Bastille qu'il croyait détruite depuis cent ans.

On abordait Haroun al Raschid ou Louis XI; on ne doit lever devant F. F. ni les yeux, ni la main, ni la voix. Dès que pointent ses guêtres à l'horizon, les arrestations commencent. Elles sont le premier numéro des réjouissances officielles. Aux environs d'Orange et d'Avignon, on a mis sous les verrous des douzaines de citoyens; à Paris, tous les gens « mal vêtus »; la police se fait fort « d'y fourrer la moitié de

la capitale, la loi de sûreté générale à la main ». Dommage seulement que la place manque. Elle y fourre aussi les étrangers. Le 26 avril 1897, Thomas Browning, officier de l'armée anglaise, est pris dans la gare Saint-Lazare et condamné à dix jours de prison, pour avoir déchiré un journal illustré qui reproduisait des traits augustes; il avait osé dire : « Elle m'ennuie, cette tête-là ! » Sacrilège! Lèse-majesté! dix jours de prison!

Noter cette singularité. Le citoyen de Paris qui prononce les mots de *pain cher*, le citoyen d'Orange qui prononce le nom de *Belliot*, l'Anglais de la gare Saint-Lazare qui méprise *cette tête-là*, n'ont pas le temps de se reconnaître; ils se trouvent prisonniers sur-le-champ; comme par hasard, il y avait à côté d'eux trois ou quatre mouchards! Combien donc en payons-nous de notre argent, si chaque honnête homme est entouré de la sorte?

A force de zèle, d'ailleurs, ils tombent dans la maladresse. Ils ont usé le truc de l'*attentat*, dont l'avant-dernier n'a servi — Dieu juste ! — qu'à faire lyncher un d'entre eux par la foule idiote et féroce. Les vieux pistolets, les coutelas, les manuscrits sanglants qu'ils sèment à foison autour de leurs pétards n'excitent que les railleries des Parisiens les plus jobards.

Les journaux officieux qui gardent quelque pudeur crient : « Assez ! » Les feuilles de délation, que rédigent les pourvoyeurs de bagne et les valets de bourreau, désespèrent d'en tirer jamais un suffisant prétexte à fusillades.

Derrière les Femmes.

Encore mal rassuré par toute cette vigilance, F. F. a jugé très neuf et très prudent de s'abriter derrière des femmes. Il pousse devant lui, pour désarmer l'attaque, son épouse et sa demoiselle.

La presse publie les intrusions de ces « Présidentes » imprévues dans la vie gouvernementale. On les entend répéter chaque jour le mot célèbre : « C'est nous qui *sont* les princesses. » Elles pérorent, elles inaugurent, elles couronnent, elles vont entendre la messe à bord des vaisseaux de guerre ; elles annoncent leurs anniversaires dans les gazettes aristocratiques, sous la rubrique des Cours ; elles se parent du Chéfakat d'Abdul-Hamid au moment où l'assassin fait violer, mutiler, égorger, brûler vives par milliers les femmes d'Arménie. Et dans l'orgie de décorations pour dames, la plus notoire odalisque de la famille est seule omise.

La manœuvre de l'Exécutif, ici, ressemble à celle des émeutiers qui font marcher à leur tête les ouvrières et leurs petits, pour que les soldats n'osent pas tirer. Les soldats tirent tout de même.

Que les femmes du gouvernement restent donc à repriser leurs bas, à surveiller leur fricot : nul ne s'avisera de les inquiéter dans la cuisine ou la lingerie. Mais quand on descend dans la rue, gare aux balles !

La Valetaille.

Toutes les audaces, les sottises et les effronteries de ce faiseur, Vernouillet mâtiné de Mangin, comblent d'aise une bonne partie de la nation française. Il n'y a pas à le nier.

C'est de toutes parts une émulation de platitude.

A dix lieues à la ronde autour du gîte où doit coucher F. F., les gardes-champêtres et les tambours de village, au nom des Autorités, contraignent les populations d'accrocher des lampions à leurs chaumières. Un journal de Rouen, dans son délire, insère cette étonnante observation :

La visite de M. Félix Faure a eu pour notre ville *les plus heureux* EFFETS.

Dans les quatre journées des 14, 15, 16 et 17 avril, l'état civil a enregistré 30 naissances contre 21 décès.

Le maire et la municipalité d'Angoulême lancent sur leurs administrés une proclamation qui débute ainsi :

Pavoisez les murs! illuminez vos maisons! unissez vos voix! afin que le CHEF SUPRÊME de l'Etat français, qui va recevoir demain le chef suprême de l'Etat russe, soit comme CONSACRÉ à nouveau par l'enthousiasme de votre accueil et par l'unanimité de vos acclamations.

En Bretagne, on s'inspire des cérémonies du culte pour honorer l'Auguste voyageur. Le même encens qu'on offre à Dieu va brûler devant les guêtres du *divus* F. F. A Pontivy, deux trépieds empruntés aux autels fument sous le nez présidentiel; il renifle ce suprême hommage avec délices, et figure à la place du Saint-Sacrement dans une véritable procession.

Rien de pareil, d'aussi grotesque et d'aussi honteux ne s'était vu peut-être depuis le cheval de Caligula.

A la suite de l'Idole, une horde de courtisans faméliques s'abat sur les villes favorisées de sa visite. Ils s'empanachent, s'entre-décorent, s'assouplissent l'échine, s'exercent aux baise-

main, donnent l'exemple des génuflexions, et vantent leur propre élégance dans les gazettes lorsqu'en présence de Nicolas II ou de Chula-longkorn ils n'ont rien lâché d'incongru. Leur bassesse écœure jusqu'à Cornély, flagorneur pourtant infatigable du pouvoir et de l'argent : indigné qu'on le dépasse, il les traite d'apprentis moujicks.

Leur voracité révolte le *Temps* austère, qui les peint cruellement affamés, le nez au vent, flairant le fumet des banquets présidentiels, assiégeant les cuisines et les buffets de l'Elysée, se ruant aux agapes provinciales sous prétexte d'un mandat législatif ou d'une fonction secrète de police. Le Panama dévoilé a tari leurs anciennes ressources; prévoyant des disettes prochaines, ils vont s'emplir aux frais du public partout où l'on mange en l'honneur de Félix.

Spéculateurs, tripoteurs, courtiers d'affaires louches, aigrefins et pique-assiette, militaires d'antichambre, prélats et curés de garde-robe, ils attendaient depuis longtemps un Amphitryon.

Le tas de millions de Casimir leur avait fait venir l'eau à la bouche; mais plein de dégoût et d'effroi, l'ami de Burdeau s'est dérobé. Le magnifique F. F. les comprend et les console;

il est leur homme; ils sont ses hommes. Il se saoûle de leur servilité.

Dans ce pays, où la multitude des travailleurs naïfs et timides a toujours courbé le front devant une poignée de cabotins et de laquais, F. F. à fait la triomphante concentration de la valetaille.

Et c'est actuellement l'Ordre de choses.

HANOTAUX

Les poches gonflées d'or turc et la face barbouillée de sang arménien, Gabriel Hanotaux paraît à la tribune : la majorité de la Chambre applaudit, la majorité de la presse acclame. Car le trésor d'Abdul-Hamid est vingt fois plus gros que celui de M. Blanc, et pour les politiciens comme pour les écrivains qui vivent de complicités muettes, il a été vingt fois plus lucratif de faire le silence sur les égorgements d'Arménie que de taire les suicides de Monaco... Pendant deux ans, le cadavre a beaucoup donné.

Un plumeau de crins en boule, emmanché d'une gaule pour atteindre les araignées du plafond s'appelle une tête-de-loup. Dans une tête-de-loup mettez deux yeux ronds, effarés,

miroitant derrière un binocle : c'est Hanotaux.

Tel que l'auteur du *Pompier de Gonesse*, il arrive avec un éternel manuscrit, rédigé tantôt par les scribes du quai d'Orsay, tantôt par le confrère de Pétersbourg ou de Berlin. Quelque question qui soit posée, quelque diversion qui soit tentée, le papier doit répondre à tout. C'est-à-dire que jamais il ne répond à rien. D'un air satisfait, avec un geste mécanique et des intonations de petit écolier qui récite une fable, le lecteur ânonne imperturbablement son affaire.

Il sue par tous les pores la nullité, l'infatuation. La Chambre est saisie de vertige, tant elle éprouve la sensation du vide et du néant. Puis elle se divertit à l'aspect comique de l'homme, au contraste bouffon des inepties qu'il débite gravement et des graves conséquences qu'elles peuvent avoir. De toutes parts, on rit, on s'esclaffe ; et le président Brisson crie : « C'est scandaleux ! » — se gardant bien de préciser, s'il parle des quolibets décochés ou du ministre qui les reçoit.

Ridicule, certes, Hanotaux l'est en tous sens. Par des calembours de foire que n'eût pas désavoués Victor Hugo, ses employés ont forgé pour lui les sobriquets expressifs d'*Ane automobile* et d'*Ane ottoman*. Sanglé dans sa livrée de diplomate, avec une casaque dorée de

grand laquais et des crachats partout, il rappelle assez bien miss Œnea, la Mouche d'or du Châtelet. Il est, par-dessus le marché, Pacha.

Les services rendus à l'assassin de Constantinople ne valaient pas moins. A trois queues, Pacha de première classe, il doit à son multiple attribut de pratiquer la polygamie, qui coûte cher. Et pourtant, lorsqu'au foyer de la danse il s'entremettait auprès des étoiles et des rats en faveur de Chulalongkorn, on l'eût pris plutôt pour un eunuque.

Cette figure à trois queues fit les délices de la dernière fête de Neuilly. Impuissante à réprimer la satire dans les jeux de massacre, la censure se rattrape à la Comédie-Française en frappant d'interdit le *Bourgeois gentilhomme*. Quand il montrait un plaisant escogriffe bâtonné en cadence par Covielle et les mamamouchis, il paraît que Molière visait Hanotaux ; on ne peut représenter sur les planches l'avènement d'Hanotaux au pachalick, avec bastonnade, sans manquer aux convenances diplomatiques.

Mi star mufti :
Ti qui star, ti?
Ti star furba,
Star forfanta,
Star bon Turca, Hanota?
Halaba! ba la chou! ba la ba ba la da!

Donar turbanta, donar turbanta
Dara dara
Bastonnara.
Tener honta.
Questa non star ultima affronta!

Sa prestance et ses talents lui ont obtenu dans le fameux Concert européen un emploi qui n'est pas mal choisi; les loustics de cet aréopage l'ont baptisé : *le grand Fifre du concert.*

Il est alors devenu si content de sa propre physionomie qu'il en loue la reproduction aux apothicaires, avec un ingénieux autographe ministériel, pour la réclame de leurs drogues :

Le vin de coca de *Marinoni* donne de la voix et de l'estomac. Que lui demander de plus?

GABRIEL HANOTAUX.

De la voix pour é-pe-ler l'éternel manuscrit, du souffle pour siffler dans son fifre, de l'estomac pour avaler les couleuvres de Pétersbourg et les crapauds de Berlin.

Pour qu'il fût tout à fait drôle, l'Académie française, dans des conditions les plus humiliantes, l'a doté d'un habit vert. Il avait des titres, outre ses prospectus de pharmacie. Sous prétexte d'une *Histoire de Richelieu* toujours à venir, il a compilé, compilé plein deux volumes vides, une élucubration somnifère où se délache une perle :

Jusqu'en 1792, écrit-il, la question de savoir ce que serait la France, *et s'il y aurait une France*, est restée en suspens.

Non seulement ce stupéfiant historien de Richelieu ne se doute pas qu'il y avait une France grande et glorieuse depuis des siècles quand parut son héros; mais il affirme qu'il n'y avait pas de France sous Richelieu même, ni sous Louis XIV; pas de France durant ce dix-huitième siècle où l'esprit français remua le monde. Non : jusqu'en 1792, il n'y avait pas de France, et on ne savait même pas s'il y en aurait une!

Cette énormité sacrilège a charmé l'Académie. Ce soufflet au passé de la nation, cette ignorance, cette grosse impudence ont enlevé l'élection, que l'Auguste Félix avait préparée d'ailleurs en signifiant aux Quarante la volonté de « l'Impératrice ». On n'avait pas su clairement s'il s'agissait de la dame Faure ou de la souveraine allemande de Russie : mais le nom d'Impératrice avait suffi.

Sous le dôme de l'Institut, ils sont quelques spirituels anarchistes qui s'amusent à pervertir leur vénérable établissement, et quelques cuistres insatiables à qui toute occasion paraît bonne pour gagner un pourboire. Ils ont fait la

gageure d'introduire à l'Académie toutes les épaves de la politique, tous les débris sinistres qui rappellent à la France un degré nouveau d'abaissement. Entre Emile Ollivier et de Freycinet, ils ont mis Hanotaux : c'est en effet sa place.

Car tout drôle qu'il est, il a déshonoré la patrie.

Si un homme vigoureux, en retroussant sa moustache avec des airs de paladin et des roulements de biceps, avait pris sous sa garde une créature sans défense, et qu'il eût crié : « Je suis là! n'ayez pas peur; on ne touchera pas un cheveu de votre tête; j'en donne ma parole d'honneur! »

Si pourtant il avait laissé torturer, mutiler, égorger devant lui le pauvre être par des bourreaux, en affectant de ne rien voir, de regarder ailleurs, de ne pas entendre les hurlements de douleur et les appels désespérés :

Que serait cet individu, sinon le plus misérable des couards et le plus honteux des parjures?

La France s'était toujours posée en protectrice des chrétiens d'Orient; elle invoquait ses traditions, ses droits, sa gloire, pour les retenir dans sa clientèle. Sans cesse, elle leur répétait: « Soyez tranquilles : je suis là, moi, la France

chevaleresque, la grande France: je veille sur vous. » Et pendant deux ans, dans toute l'Asie mineure, sous les yeux des consuls français, puis à Constantinople même sous les yeux de l'ambassadeur français, les séides d'Abdul-Hamid ont tué, torturé, mutilé, souillé les « *protégés* français »; ils ont haché les hommes, déchiqueté les enfants sur les genoux de leurs mères; ils ont essayé sur les femmes et sur les filles chrétiennes tout ce que peut inventer d'atrocités l'imagination des cannibales; ils ont rôti la population de villes entières dans les églises; ils ont fait trois cent mille cadavres, exterminé presque une race humaine.

Et la France protectrice, la France chevaleresque, la grande France a laissé s'accomplir l'épouvantable massacre; elle s'est bouché les oreilles, elle a détourné les yeux. Quand on l'eut contrainte à savoir, elle a haussé les épaules; elle a dit : « Qu'est-ce que ça me fait? Ces histoires-là troublent ma digestion. Mes protégés sont morts? Tant mieux; il ne faut pas qu'il en reste pour maudire ma trahison, pour me jeter à la face les preuves de ma lâcheté. »

Telle est, aujourd'hui, la France. Telle est l'œuvre de l'or ottoman, de la presse vendue et d'Hanotaux-Pacha.

Tandis que le sang des chrétiens inondait

l'Asie, et que trois cent mille créatures humaines râlaient dans les supplices, Hanotaux suivait jour par jour les détails de l'opération; jour par jour les dépêches de ses agents le tenaient au courant de ce qu'on préparait, de ce qu'on exécutait. Il lisait les rapports, les jetait dans son tiroir, prenait une plume et, pour le vendre aux *Revues*, écrivait cet article :

... Le Sultan a montré envers ses sujets *des qualités réelles de douceur, de générosité et d'impartialité.* Les étrangers ont généralement trouvé auprès de lui un bon accueil et même, le plus souvent, des égards. Dans le gouvernement, qu'il a voulu personnel, il s'est montré fin, souple, laborieux, mais surtout doué d'une sorte d'instinct vraiment extraordinaire pour sentir, appréhender, fuir le danger (!). Cela va jusqu'à la divination. Et c'est ainsi qu'il a pu jusqu'ici éviter les pièges innombrables que la destinée tendait devant ses pas.

... C'est un petit homme noir, au teint pâle, aux yeux inquiets, à la main féminine. De cette main frêle, il tient tous les fils qui relient le monde musulman, depuis le centre de l'Afrique et de l'Asie, jusqu'aux Balkans; il tient les clefs du Saint-Sépulcre et les clefs des Dardanelles; il tient le Coran et il tient aussi la Bible; il tient le sabre et il tient la lance; et il tient, par surcroît, pas mal des fils embrouillés de la diplomatie européenne : petite main fine, très occupée en vérité.

L'Egorgeur égorge; Hanotaux fait la parade pour détourner l'attention, comme il aurait

joué de la vielle devant le bouge où fut saigné Fualdès.

L'ambassadeur français répète dans chaque dépêche : « Le Sultan vous a menti ; son ambassadeur ment ; les réformes promises ne se font pas, ne se feront jamais ; partout on massacre ; ces gens-là vous trompent, trompent l'Europe. » A chaque dépêche Hanotaux répond : « C'est parfait ; continuez à négocier sur ces bases : elles sont excellentes. » Il court à la Chambre, monte à la tribune et lit : « Tout va bien ; le Sultan, qui est un admirable souverain, a trouvé l'art de faire vivre en paix côte à côte les peuples de son empire ; nous sommes d'accord avec lui sur tous les points. »

Jamais la complicité dans l'assassinat ne fut plus clairement établie.

En Grèce, le même drame recommence.

Pour la Grèce, la France n'était pas seulement une protectrice, mais une amie. En 1827, la France avait délivré la Grèce, l'avait sauvée du cimeterre ottoman, l'avait remise au nombre des nations. En 1870, la Grèce avait envoyé à la France des volontaires et des millions. Deux siècles avant Baleste, avant Fabvier, le petit-fils de notre Henri IV, Beaufort, le roi des Halles, était mort pour la civilisation sur le sol hellénique ; et La Feuillade et Navailles avaient re-

nouvelé en Crète leurs exploits du Raab. La Grèce, nourricière de nos âmes, regardait la France comme une sœur ; tant de bienfaits mutuels avaient forgé des liens qui semblaient indissolubles.

Contre son amie, contre sa sœur, la France a mobilisé ses vaisseaux, expédié ses soldats et ses marins. Sous les ordres de chefs allemands, de chefs italiens, le drapeau tricolore a servi d'enseigne aux oppresseurs, aux massacreurs. Les ravisseurs de l'Alsace-Lorraine ont eu la joie de voir les Français employer leurs armes à séparer la Crète de la Grèce, et renier le droit des peuples.

On ne les y reprendra pas, les faibles, les malheureux, à croire aux déclamations françaises! Ils la connaissent, maintenant, l'âme chevaleresque de la France!... Ils l'ont vue : c'est un sac d'écus, avec un paquet de titres de Bourse, dans les coffres de la finance internationale.

Ane ottoman, disent les diplomates; et c'est encore *Hanotaux ment*. Il ment sans relâche. Il compte sur l'ignorance d'un peuple qui admire comme il dénigre : sans savoir pourquoi. Il compte sur l'aveuglement volontaire d'un Parlement avili, résolu à tout ignorer pour se laver

les mains de tout, refusant de rien entendre, de lire un livre, un journal, un document officiel, de peur d'apprendre quelque chose.

Pour les patriotes obstinés qui cherchent la lumière, qui sont réduits à scruter la presse étrangère et les débats des Parlements étrangers, à déduire, à conjecturer, Hanotaux raffine ses mensonges. Il publie des recueils tronqués, des pièces diplomatiques revisées, des faux.

La funeste dépêche d'Ems n'avait pas été refaite par Bismarck; il n'y avait rien changé, rien ajouté; seulement biffé, çà et là, quelques mots. Le texte complet, c'était la paix; le texte incomplet, ce fut la guerre, cinq cent mille morts, la France entamée, un siècle de haine et de barbarie sur l'Europe. Les *Livres Jaunes* d'Hanotaux, après deux ans de retard, apparaissent expurgés. Alors, il croit continuer Bismarck.

Pour esquiver la responsabilité de ses actes ou pour l'imputer à ses adversaires, il excelle aux restrictions mentales. Il nie le soleil en plein jour.

En avril 1897, M. Curzon, sous-secrétaire du Foreign Office, affirmait dans la Chambre des Communes que le gouvernement britannique avait fait à plusieurs reprises des représentations au gouvernement français, au sujet de la

situation des protestants à Madagascar. Interrogé par M. le Myre de Vilers, Hanotaux répond : « Jamais! on ne nous a fait et nous n'aurions souffert aucune observation au sujet des protestants *indigènes*. » Il ajoute un mot, qui déplace toute la question ; c'est-à-dire qu'il répond à ce qu'on ne lui demande pas, et ne réppnd pas à ce qu'on lui demande. Tout l'homme est là.

Sur Madagascar, entre ses deux ministères, Hanotaux publie une série d'études. Dans la préface, il expose avec force les avantages du protectorat, les dangers de l'annexion. Il énumère les mille conséquences ruineuses, absurdes, périlleuses de la « prise de possession » réalisée par le cabinet dont il ne fait plus partie : la multiplication infinie des budgétivores, l'intervention abusive et continuelle des bureaux de la métropole, l'arrêt de la colonisation que paralysent les fonctionnaires, l'éternité de la révolte et de la guerre soigneusement entretenue ou rallumée par les militaires en mal d'avancement...

Redevenu ministre, Hanotaux applique le système qu'il a raillé, condamné. Là-dessus on l'attaque ; on lui reproche ses contradictions. Il déclare : « Ce n'est pas ma faute ; c'est la faute du ministère Bourgeois ; quand j'étais au pou-

voir, par des instructions datées du 29 mars 1895, j'ai enjoint au général Duchesne d'imposer aux Hovas un traité de protectorat; ce traité a été effectivement signé, et le protectorat constitué, le 1er octobre 1895. Au contraire, l'annexion a été réalisée par un second traité, signé le 18 janvier 1896, c'est-à-dire sous mon successeur. De retour au gouvernement, je subis une situation que je n'ai pas créée; je trouve Madagascar annexée; il ne dépend plus de moi d'y rétablir le protectorat. »

Alors, la majorité applaudit, le public est satisfait : car l'argumentation semble décisive.

Or, elle repose sur un mensonge. Entre Paris et Tananarive, les communications ne sont pas instantanées. Depuis le départ d'un ordre jusqu'à son exécution sur place, les ministères ont le temps de changer; les ordres exécutés sous le second peuvent avoir été donnés par le premier. C'est justement ce qui est arrivé dans cette affaire. Le traité du 18 janvier 1896, signé sous le ministère Bourgeois, a été substitué au traité du 1er octobre 1895 en vertu d'un ordre parti de Paris le 18 septembre 1895 et signé *Gabriel Hanotaux*.

Le traité de protectorat (1er octobre) n'était même pas conclu, lorsque le ministre Hanotaux remia les idées exposées dans les *Revues*

par Hanotaux journaliste, et commanda d'opérer l'annexion. Le télégramme du 18 septembre ne parvint à Tananarive que le 7 octobre; le général Duchesne et l'adjoint au résident général Ranchot hésitèrent trois mois à déchirer de leurs propres mains, sans motif, avec une perfidie carthaginoise, l'acte qu'ils venaient de signer au nom de la France. Et c'est l'ordre d'Hanotaux qui les y contraignit.

Même jeu dans les événements d'Arménie.

Complice de l'Assassin couronné qui l'avait fait Pacha, le ministre Hanotaux répète devant la Chambre et dans ses journaux que les massacres ont eu lieu dans l'intervalle de ses deux ministères. Il veut dire qu'on a connu la vérité sous le cabinet radical; c'est alors que les révélations commencèrent. Mais durant son premier passage aux affaires, Hanotaux savait tout : ce qui devait s'accomplir et ce qui s'accomplissait.

Le *Livre jaune* le prouve. Entré au ministère le 30 mai 1894, Hanotaux y est resté jusqu'au 1er novembre 1895. En arrivant, il avait trouvé les dépêches adressées par nos agents à M. Casimir-Perier, son prédécesseur, et notamment une dépêche du 20 février 1894 où M. Cambon expose toute la question arménienne. Trois jours après, première dépêche de

M. Cambon au nouveau ministre ; et du 3 juin 1894 au 31 octobre 1895, c'est-à-dire depuis le début jusqu'au dernier moment de son administration, Hanotaux reçoit, au sujet des massacres de Sassoun, de Trébizonde, des troubles de Constantinople et de la situation de l'empire ottoman, *cent neuf* messages, qui remplissent cent cinquante pages du *Livre Jaune*.

Il a tout su, et tout caché. Il n'a cessé de mentir. Il a reçu le *cent neuvième* rapport sur les massacres le 31 OCTOBRE 1895; il a quitté le ministère le 1er NOVEMBRE; et son apologie émue d'Abdul-Hamid l'Egorgeur a paru dans la *Revue de Paris* le 1er DÉCEMBRE.

Il avait dans sa poche le récit des tueries, le détail des supplices, le dénombrement des victimes, la démonstration que tout était l'œuvre personnelle de l'infâme Sultan, quand il s'attendrissait sur « la main féminine », quand il vantait « les réelles qualités de douceur et de générosité » du monstre !

Est-il possible de mettre dans le mensonge plus d'audace, plus de cynisme, et pour une cause plus abominable?

Quand il revint aux affaires, tout était dévoilé ; la presse indépendante flétrissait les assassins; la presse vendue n'osait plus nier. Outragé, maudit, Abdul-Hamid exigea de son

Pacha des satisfactions; il lui fallait, on Franco même, des victimes; Hanotaux compta sur la servilité tant de fois éprouvée des juges correctionnels. Il sentit qu'il ne pourrait obtenir la condamnation d'un des journaux français qui traînaient pourtant son impérial patron dans la boue : il ordonna des poursuites contre le *Mechveret*, journal turc publié en France, organe des patriotes de là-bas qui voudraient nettoyer leur pays, comme quelques patriotes d'ici voudraient nettoyer le nôtre.

D'un courage sans exemple, aux applaudissements de la foule, les juges correctionnels acquittèrent le *Mechveret*, en lui appliquant une amende de 16 francs, annulée par le bénéfice de la loi Bérenger : tels étaient le dégoût et l'horreur inspirés par l'Egorgeur et par son valet que les gens de Justice eux-mêmes n'avaient pu s'en défendre.

Au-dessus des mensonges, des sanglantes pantalonnades et des lâchetés, il y a pire. Le pachalick, les trois queues et toute la turquerie ne sont qu'un déguisement pour divertir les badauds.

Levez le masque du mamamouchi : vous trouverez une face allemande.

C'est là le fond du mystère. Et rien n'est navrant comme la bêtise de ce public français,

obstiné à considérer comme les auteurs de l'alliance franco-russe les hommes qui n'ont rien épargné pour la faire avorter, qui l'ont retardée de dix ans et qui, contraints aujourd'hui de la subir, assez rusés pour s'en faire honneur, la tournent au service de l'Allemagne.

Avec Méline, Hanotaux est le disciple de Ferry, qui se glorifia d'obtenir la permission, l'approbation, le concours « moral » de Bismarck, pour engager la France dans la folie coloniale et pour entraver à jamais son relèvement en Europe.

M. de Chaudordy, ancien ambassadeur, a noté dans son *Europe en* 1889, et l'on a souvent cité cette déclaration de Lord Lyons, ambassadeur d'Angleterre : « que le gouvernement britannique jugeait inutile de causer à Paris de ses affaires avec la France, PUISQUE LA FRANCE LES AVAIT ENTIÈREMENT CONFIÉES AU GOUVERNEMENT PRUSSIEN. »

Hanotaux est actuellement le plus déterminé partisan de cette combinaison; il est le meneur de la coterie franco-allemande. Pour qu'on ne suppose pas qu'il s'y est enrôlé sans savoir où il allait, pour qu'on ne lui offre pas l'excuse de l'ignorance ou de la sottise, il a nettement formulé son système et donné ses raisons dans ses amorces de travaux historiques.

Il repousse la conception historique d'après laquelle, en Gaule l'élément gallo-romain aurait résisté aux invasions d'outre-Rhin, et qui fait du peuple français un peuple à la fois celte et latin, ayant pour empire naturel le monde latin. Il admet que l'élément germanique a submergé le reste, et, par suite, que la France moderne est une dépendance ethnique de l'Allemagne.

Hanotaux historien nie que la France ait existé jusqu'en 1792; il est pleinement logique en professant que la France, colonie germanique, doit rester le satellite politique de la Germanie.

Ministre, il réalise son système. La théorie devient un fait.

Il envoie à Kiel les vaisseaux de guerre français, pour rendre hommage à Guillaume II et célébrer avec lui l'achèvement d'un canal stratégique construit contre la France.

Il emploie à Simonosaki la diplomatie française au profit de la diplomatie allemande, *contre* le Japon sympathique à la France, *pour* la Chine inféodée à l'Allemagne.

Dans les affaires d'Arménie et de Grèce, en servant par tous les moyens les intérêts et les vues du Sultan, c'est les intérêts et les vues de l'Allemagne qu'il sert véritablement; car le

Sultan confie ses armées aux chefs allemands, ses marchés à l'industrie allemande, son trône à la protection de l'Allemagne ; car, aussi, les triomphes du sultan causent dans le monde musulman un réveil de fanatisme qui prépare de graves périls à tous les Etats embarrassés de sujets musulmans, c'est-à-dire à la France, à l'Angleterre, à la Russie, à tous les grands Etats... l'Allemagne exceptée. En travaillant contre les autres, Hanotaux travaille pour elle.

En Crète, Hanotaux résout définitivement au profit de l'Allemagne la question de l'Alsace et de la Lorraine. Il amène la France à renier le Droit des peuples, c'est-à-dire à briser elle-même l'argument de ses revendications. Il inflige à l'armée française l'humiliation de fraterniser avec ses vainqueurs, et d'exécuter amicalement avec eux une honteuse besogne. Il fournit à l'Allemagne une arme terrible pour les congrès futurs : « Puisque vous avez empêché, nous diront les Allemands, les Grecs de Crète de se réunir à la Grèce, pourquoi donc voulez-vous que nous laissions les Français d'Alsace et de Lorraine se réunir à la France? » Que répondre? rien : Hanotaux y a pourvu.

Au mois d'août 1897, le ministre du Commerce Boucher devait présider à l'inauguration d'un monument de Sedan, pour honorer les

morts de la grande défaite. Mais Hanotaux veille; il signifie à la municipalité de Sedan que le gouvernement s'abstiendra « pour des raisons d'ordre supérieur. »

A la même époque, un citoyen français, attiré en Lorraine, est saisi par les Allemands, rançonné, puis incorporé dans l'armée allemande; Hanotaux refuse de le réclamer; il oblige la famille affolée du malheureux à implorer la générosité de l'impératrice allemande.

A Madagascar, quatre journalistes français, un journaliste allemand, suivent la funèbre expédition. Le général Duchesne, commandant en chef, traite comme des malfaiteurs les journalistes français; il admet dans son état-major, à sa table, presque à ses conseils l'Allemand Wolff, rédacteur du *Berliner Tageblatt*. Et, l'expédition finie, Hanotaux donne à l'Allemand la croix de la Légion d'honneur.

Au Salon de 1897, un tableau de Jean Weber, la *Boucherie*, est repoussé avec terreur parce qu'il peut déplaire à Bismarck.'

Hanotaux refuse d'occuper Cheick-Saïd, terre française, position maîtresse de la mer Rouge, pour ne pas inquiéter les Turcs, amis des Allemands. Hanotaux a résisté jusqu'au bout à l'utilisation de Bizerte pour ne pas inquiéter les Italiens, alliés des Allemands. Et si

Nancy n'est pas fortifié, ce n'est pas parce que la thèse stratégique opposée à cette mesure a prévalu, mais parce que le gouvernement craint les observations de l'Allemagne. Un grand chef l'a déclaré.

La France n'est pas plus maîtresse chez elle qu'à l'heure sinistre où les armées allemandes occupaient nos villes et nos forteresses.

Alors, Guillaume Ier logeait à Versailles; aujourd'hui, balafré de l'*Ordre du Sang* par la cruelle facétie du bey de Tunis, Hanotaux loge au quai d'Orsay. La situation n'a guère changé.

MÉLINE

Chef du trente-sixième ministère de la République, Jules Méline est en même temps le type du saltimbanque. Sous une apparence chétive et ridicule, il cache une force de perversité redoutable. Il a compris ce que peuvent l'audace et l'hypocrisie dans un temps d'universelle lâcheté.

A la fin de l'Empire, comme l'impératrice vieillissante et la cour fatiguée de débauches tombaient dans la dévotion, Méline frappa d'abord à la porte des sacristies ; membre zélé des conférences de Saint-Vincent de Paul, sa piété le désignait pour les fonctions de marguillier. Mais les secousses préliminaires de la catastrophe impériale l'avertirent bientôt de son erreur. Il se fit alors Franc-Maçon : les Loges et

le Quartier latin frémirent de son emportement révolutionnaire; il fonda un club à Romiremont, et dans les estaminets voisins de l'Odéon il enflamma la jeunesse des Écoles.

En 1871, adjoint au maire d'un arrondissement de Paris, il entra d'emblée dans le mouvement insurrectionnel. Il réclama l'élection de la Commune, et signa les premiers manifestes avec Assi, Billioray, Bergeret et consorts. Auprès de son nom figure celui du colonel Lisbonne... Depuis, les événements ont marché; Méline est devenu chef du gouvernement « d'affaires »; Lisbonne, créateur des déshabillages d'actrices, fondateur du *Cabaret du bagne* et des *Frites révolutionnaires*, fut la proie des huissiers. Mais les souvenirs d'une vieille fraternité d'armes ne s'effacent point; Méline a casé l'ex-colonel dans une bonne place des Finances, vainement ambitionnée par de vieux serviteurs du pays.

Le 30 mars, Méline lâcha la Commune « pour raisons de santé »; il lui adressait avec sa démission ses « vœux sincères » et ses « sentiments fraternels ». Il gardait naturellement sa part de responsabilité dans les faits accomplis du 18 au 30 mars, c'est-à-dire dans l'exécution des généraux Lecomte et Clément Thomas, dans l'occupation de l'Hôtel de Ville et des mi-

nistères, dans la construction des barricades, dans tout ce qui devait servir de prétexte au massacre de trente mille Français.

Aujourd'hui, ses premières amours l'ont reconquis; il rentre, repentant et soumis, dans le giron du clergé. Il n'appartenait qu'à un ancien membre à la fois de la Commune et des conférences de Saint-Vincent de Paul d'agglomérer au Parlement cette invraisemblable majorité de renégats, de panamistes, de spéculateurs et de bateleurs où l'on trouve bras dessus bras dessous La Rochefoucauld avec Rouvier, Makau entre Etienne et Lasserre, Lanjuinais entre Thomson et Mézières.

Là, point d'autre idée que l'idée de sauver la caisse; point d'autre programme que le pain cher pour les gueux, les primes et les subventions pour les riches. C'est le grand syndicat de participation à la curée de la patrie.

Le chef est digne de la troupe. Il parle comme Jocrisse. Il lâche autant de coq-à-l'âne et de pataquès que de phrases ; il appelle la maison d'Orléans « la famille régnante », et son prédécesseur « Monsieur le Président du Conseil »; il compare le parti républicain à « une grande armée toujours en marche qui a, comme toutes les armées, son avant-garde pour la pousser en avant et son arrière-garde pour la retenir »;

il s'indigne des « coalitions » formées contre lui, en faisant appel pour vivre à la coalition des catholiques ultramontains, des juifs, des royalistes d'affaires et des tripoteurs de tout acabit.

Mais il est plein de ressources. Pour avoir inventé en 1883 l'ordre national du *Poireau*, et l'avoir doté en 1896 d'un Conseil de l'ordre du *Poireau* national, il a empaumé le monde agricole. Avocat sans causes, politicaillant sur le pavé de Paris depuis trente-cinq ans, il se donne aux ruraux pour un rural aux mains calleuses.

Dans le *Nouveau Pacte de Famine*, on a tracé de lui ce portrait :

Ce n'est pas un grotesque. A la tribune, il bafouille lamentablement ; ses gestes sont ridicules, ses raisonnements puérils, ses arguments piteux. Mais son crâne étroit annonce la force de la stupidité résolue, tranquille, implacable. Ce petit être sinistre et chafouin a été créé spécialement pour une œuvre. l'accomplit...

Orateur honteux, ministre cocasse, politique imbécile, failli membre de la Commune, Président de la Chambre acariâtre et partial, Président du Conseil inepte et fourbe, ils le soutiennent tous, de droite, de gauche ou du centre, avec une fidélité que rien n'ébranle; car elle n'est fondée ni sur le sentiment ni sur la raison, mais sur l'intérêt. Jules Méline est la clé de voûte du Système, ou plutôt, il est le Système.

Dans le Conseil d'Administration de la Compagnie de Famine, les autres ne sont qu'administrateurs, commanditaires, actionnaires; ils touchent les bénéfices.

Il est, lui, le Directeur technique, l'indispensable; il mène tout. On ne le remplacerait pas.

Il fallait trouver, — ce n'était pas facile en un temps où la barbarie recule, — une cervelle préhistorique, affolée par la terreur et par la haine de tous les progrès accomplis depuis trois cents ans. Il fallait découvrir un individu qui regardât les chemins de fer, la grande navigation, la vapeur, le télégraphe, comme des inventions funestes; un individu qui prît la Muraille de Chine pour le Symbole de sa politique économique; un individu qui eût l'ambition de tuer dans son pays la marine et l'industrie, de rompre les alliances séculaires et les amitiés de la nation, de ruiner tous les éléments d'influence extérieure et de richesse, d'entraver l'alimentation publique et d'organiser le chômage, d'interdire les importations nécessaires et de supprimer les exportations fructueuses; un individu qui eût l'audace d'écrire ces mots : « *Il y a trop de bien-être!* »

... En août 1830, le peuple de Paris réclamait la tête de Polignac et de ses collègues : ils n'avaient menacé, pourtant, que la liberté politique et fait qu'un petit nombre de cadavres.

Le journal de Jules Méline publie qu'*il y a trop de bien-être*... « Patience! disait Foulon, au commencement de 1789 : que je sois ministre, et je leur ferai manger du foin; mes chevaux en mangent. » Après la prise de la Bastille, il fut traîné dans les rues de Paris affamé, avec une botte de foin sur le dos, puis accroché à la lanterne avec une poignée de foin entre les dents. Et cette exécution compléta, le 22 juillet, les exécutions du 14.

La France républicaine a choisi cette date pour célébrer la fête nationale. Ou son choix n'a pas de sens; ou bien il signifie que le même forfait encourra toujours le même châtiment.

Amen!

Drumont racontait dernièrement qu'une société financière vient d'acheter la République du Honduras, qu'elle nommera les fonctionnaires, qu'elle exploitera cet État comme une ferme, ce peuple comme un troupeau.

N'est-ce pas la répétition de ce que nous voyons ici ? Le ministère Méline est mis non-seulement en action, mais en *actions* par un syndicat d'affaires. C'est le grand syndicat qui a poussé l'inattendu Méline au pouvoir et qui l'y maintiendra contre vents et marées. Pour la première fois depuis la Révolution, la France est affermée aux traitants. Grassement entretenu sous prétexte de diriger un journal qui n'existe que de nom, l'homme de paille de la bande, premier ministre, livre le peuple de France à la rapacité de ses commanditaires.., avec des croix de la Légion d'honneur par-dessus le marché.

Il a perfectionné le système de Wilson. Le gendre de Grévy, pauvre hère, avait sournoisement procuré quelques décorations aux souscripteurs de sa *Petite France* ; Méline emplit l'*Officiel* de la liste des croix qu'il distribue aux actionnaires de sa *République Française*, au grand jour, comme d'autres directeurs offrent à leurs abonnés des thermomètres ou des parapluies.

Avec l'insolence de Turcaret, il insère dans

les feuilles du boulevard des réclames sur les toilettes de sa famille, et l'adresse du grand couturier : ses enfants, sans doute, refuseraient les parures dont il les couvre et que vantent les journalistes officieux, si devant leurs yeux apparaissait l'image de tant de milliers d'autres jeunes filles, agonisant dans la misère, dans la prostitution, dans le désespoir, par la volonté de l'Affameur.

Pour servir à ses commanditaires l'intérêt de leur commandite, il faut qu'à tout prix Méline garde le pouvoir. Il s'y cramponne. Il n'a point de sacrifices politiques à faire, puisqu'il n'a nulle idée politique. Les contradictions et les reniements, les palinodies et les cabrioles ne lui coûtent rien. Avec la même facilité qu'il passa des sacristies dans les Loges, et des bénédictions du Saint-Sacrement aux fusillades d'otages, il passe du blanc au noir en toute question. Pourvu qu'il puisse travailler de son métier, enrichir sa Compagnie et gagner sa commission, peu lui chaut du reste.

Comme ses commanditaires redoutent, et pour cause, les investigations que nécessiterait l'établissement de l'impôt sur le revenu, Méline affirme aujourd'hui que l'impôt sur le revenu est une forme « de nationalisation, de confiscation. »

Le 10 novembre 1871, au Conseil général des Vosges, le même Méline déposait un long rapport écrit sur les avantages de l'impôt général du revenu. Il en admirait l'équité, la moralité, la commodité pratique ; il y voyait la forme moderne, définitive de l'impôt dans une démocratie. Et trois ans après, le 4 août 1874, à l'Assemblée nationale, sur un amendement de M. Rouvier, il votait le principe de l'impôt sur le revenu.

A l'Assemblée nationale encore, Méline préconisa l'élection du Sénat au suffrage universel direct. Au mois de novembre 1896, il combattait furieusement le projet de faire élire le Sénat par le suffrage universel à deux degrés.

Contre l'Exposition de 1900, il a prononcé le discours le plus virulent ; depuis qu'il espère y présider, il en fait la manifestation sacrée de la civilisation française !... Il a proposé l'impôt sur la rente ; six mois après, il le condamne.

Dix fois battu, dix fois renversé, sur les questions les plus graves, sur cet impôt de la rente, sur la réforme des contributions directes en 1896 et en 1897, il refuse de partir. Il se rit de la Constitution et des règles parlementaires. Il s'impose à la majorité par la terreur des Chemins de fer du Sud et du Panama, et par la

nécessité de conduire à terme les spéculations en cours.

Quand il a pris le pouvoir, en effet, la seconde enquête sur le Panama, s'annonçait très menaçante, et le dossier des chemins de fer du Sud allait voir le jour. Immédiatement les Chemins de fer du Sud rentrèrent dans l'oubli ; et la seconde enquête sur le Panama finit, comme la première, en mystification.

Rien n'est curieux comme de collationner la liste des écrivains vendus à l'escroquerie panamiste, et la liste des écrivains acharnés à soutenir le cabinet Méline... *C'est la même!*

Dans la Chambre, hors de la Chambre, Méline invente ou perfectionne vingt procédés de corruption. Dans la Chambre, il donne des croix d'honneur aux députés; il donne des places à ses adversaires pour les acheter ou pour s'en défaire ; après avoir proclamé Doumer le plus dangereux et le plus malfaisants des brouillons, il lui confie la vice-royauté d'Indo-Chine et d'immenses intérêts. Hors de la Chambre, il imagine de mettre les candidatures officielles et le concours des préfets aux enchères : à qui payera le plus, un siège de représentant du peuple rendra tout une mine de profits. Le mandat de député ne sera plus qu'un *ticket* d'admission dans le Syndicat de Famine.

Corrompu, corrupteur, il ne connaît d'autre moyen de régner que la corruption. Ce n'est pas à l'amitié qu'il ferait appel, après avoir trahi ses protecteurs. Ministre de l'agriculture dans le cabinet Jules Ferry, on le vit, au moment de Lang-Son, faire campagne et racoler en séance des votes contre son chef, dont il avait bien voulu partager les prospérités, mais dont il ne voulait pas partager le malheur.

Il reste pourtant le disciple du Tonkinois en politique étrangère, et fidèle à la coterie allemande. Aux expédients si nombreux combinés par Hanotaux pour servir la politique allemande, Méline s'enorgueillit d'avoir ajouté le sien.

Par des rigueurs douanières inusitées depuis le traité de Francfort, en appliquant les taxes même aux produits récoltés par des propriétaires de France sur leurs terres de Lorraine, Méline a trouvé moyen de rompre le lien qui subsistait entre les deux côtés de la frontière; il a obligé les Français à vendre les terres qu'ils gardaient en Lorraine; il a favorisé l'œuvre de germanisation.

C'est lui aussi qui, insultant à l'amitié quatre fois séculaire de la Suisse pour la France, foulant aux pieds les souvenirs d'une si longue

fraternité d'armes et les devoirs impérieux de la reconnaissance, a déclaré la guerre commerciale aux Cantons. Il a poussé la Suisse vers l'Allemagne, pour faire à l'Allemagne un pont vers l'Italie, son alliée.

En considérant une telle carrière, on est conduit, pour l'expliquer, à soupçonner d'étranges mystères.

Cet homme, qui a soutenu successivement sur toute question les doctrines contraires, et qui joua son rôle dans la « mise en train » de la Commune, se trouve aujourd'hui l'agent de la réaction politique et de la réaction économique. Il est en liaison étroite, en harmonie que rien ne trouble, avec les éternels fauteurs de toute réaction. A le voir si bien d'accord avec eux aujourd'hui, ne doit-on pas se demander s'il n'était pas déjà d'accord avec eux, lorsqu'il s'agitait dans le camp opposé?

Car il est singulier que dans ces révolutions manquées, où trente mille pauvres diables sont égorgés sans pitié, les meneurs primitifs ne reçoivent jamais de mauvais coup et recueillent toujours du profit. Quand un député crie : *Vive la Commune!* au Palais-Bourbon, Méline le fait expulser. Quand un citoyen crie : *Vive la Commune!* dans la rue, Méline le fait emprisonner. Qu'allait donc faire dans la Commune

naissante cet impitoyable ennemi de la Commune?

Si l'on supposait qu'il fut alors un agent déguisé, au service des mêmes Puissances dont il exécute aujourd'hui les ordres ouvertement, — si l'on supposait qu'il était chargé de *provoquer* la grande saignée de Paris, qu'exige tous les vingt-cinq ou trente ans la tranquillité de la Province et de la Bourgeoisie, — on jetterait une soudaine et vive lumière sur les apparentes contradictions de sa vie politique. Le personnage retrouverait tout de suite son unité...

Mieux vaut encore admettre qu'il est réellement un saltimbanque.

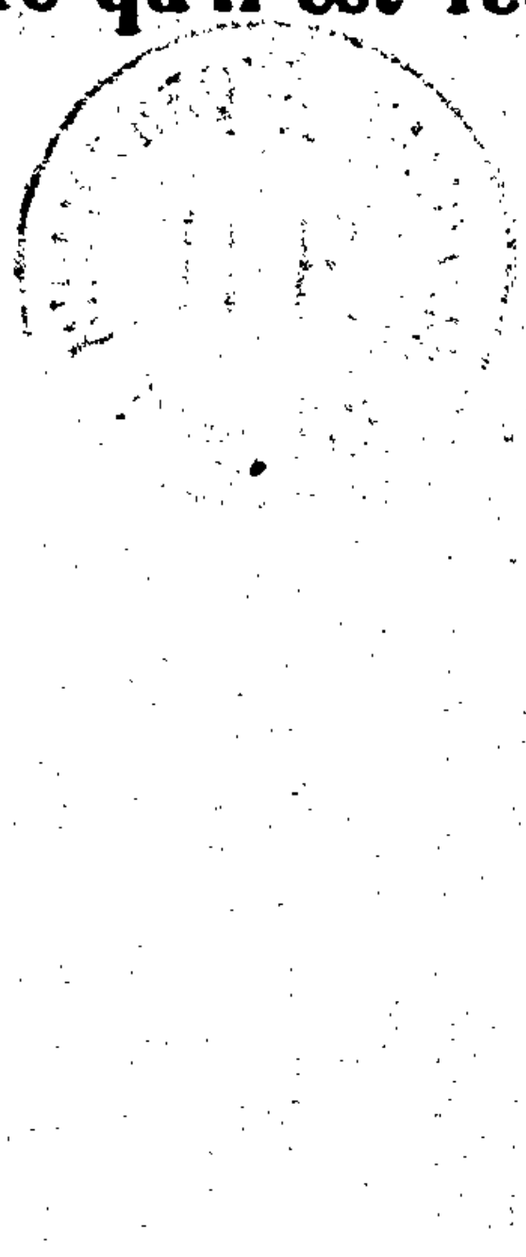


TABLE DES MATIÈRES

F. F. « L'Auguste personne. ». 5

Hanotaux 37

Méline. 59

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
R.F.

Imprimerie Nouvelle et Cie, 8, rue Campagne-1re, Paris.